

# Condamnation de la «maison individuelle»: «Le gouvernement veut régenter la vie des Français»

Par Olivier Babeau

Publié hier à 12:25,

Mis à jour hier à 16:40



«Le rôle du politique n'est ainsi plus de permettre au citoyen d'exercer son libre arbitre, de rechercher le bonheur, mais de modifier sa conception du bonheur et de contraindre son libre arbitre». *Adobe Stock*

**FIGAROVOX/TRIBUNE - La ministre de la Transition écologique en charge du Logement a déclaré qu'il fallait «en finir avec la maison individuelle», ce «non-sens écologique, économique et social». Olivier Babeau déplore l'attitude d'une classe politique qui rend les individus coupables de leurs choix de vie, au lieu de servir leurs intérêts.**

*Chaque semaine, Olivier Babeau décrypte l'air du temps pour FigaroVox. Il est président de l'Institut Sapiens et, par ailleurs, professeur en sciences de gestion à l'université de Bordeaux. Il a récemment publié Le nouveau désordre numérique: Comment le digital fait exploser les inégalités (Buchet Chastel, 2020).*

## À découvrir

→ **Michel Houellebecq: «Une civilisation qui légalise l'euthanasie perd tout droit au respect»**

En déclarant qu'il fallait «*en finir avec la maison individuelle*», ce «*non-sens écologique, économique et social*». La ministre du logement a provoqué de vives critiques. On comprend les raisons de s'opposer à l'étalement urbain, qui va de pair avec d'importants besoins de déplacements quotidiens. Mais il est frappant qu'on ne commence pas d'abord à se demander pour quelle raison de si nombreux Français peuvent trouver ce type d'habitat souhaitable. La déclaration d'Emmanuelle Wargon est emblématique d'une orientation nouvelle de l'action politique.

On pense souvent que la politique, c'est brosser les gens dans le sens du poil, leur dire ce qu'ils veulent entendre et leur servir ce qu'ils veulent. Comme n'importe quelle entreprise, un candidat à une élection devrait trouver la demande et adapter son offre. Ce n'est pourtant pas (plus ?) du tout le cas. Si le responsable politique en démocratie était hier un courtisan, il est devenu un austère censeur.



**La politique, c'est de plus en plus expliquer aux gens qu'ils ne doivent pas désirer ce qu'ils désirent, faire ce qu'ils font, voire ce qu'ils voient, penser ce qu'ils pensent, et finalement être ce qu'ils sont.**

Olivier Babeau

Il n'est pas nouveau que l'on confonde, en politique, le désirable et le souhaitable, autrement dit le descriptif et le normatif. On passe depuis toujours très facilement du devoir-être à l'être, s'étonnant du second au nom d'un premier hâtivement pris comme référence. Nous passons souvent beaucoup de temps à nous demander pour quelles raisons les gens n'agissent pas comme on aimerait qu'ils le fassent, plutôt qu'à tenter de comprendre les raisons de leurs comportements effectifs. La vraie nouveauté est que cette confusion n'alimente pas seulement un diagnostic naïf de la réalité. C'est la conception même de l'action politique telle qu'elle est perceptible dans les discours et les lois qui est transformée.

**À VOIR AUSSI** - Immobilier: quels sont les meilleurs plans?

La politique se fixe désormais beaucoup moins pour tâche d'émanciper l'individu que d'en être le tuteur permanent, au sens botanique du terme. Partant d'une défiance absolue à l'égard de l'intérêt individuel (au profit d'un intérêt général pourtant largement arbitraire), on a glissé naturellement vers le principe selon lequel les gens ne savent pas ce qui est bon pour eux. Ils doivent donc être éduqués, c'est-à-dire, étymologiquement, guidés. Le rôle du politique n'est ainsi plus de permettre au citoyen d'exercer son libre arbitre, de rechercher le bonheur, mais de modifier sa conception du bonheur et de contraindre son libre arbitre. La politique, c'est de plus en plus expliquer aux gens qu'ils ne doivent pas désirer ce qu'ils désirent, faire ce qu'ils font, voire ce qu'ils voient, penser ce qu'ils pensent, et finalement être ce qu'ils sont.



**Ce n'est plus seulement l'hyperconsommation que l'on fustige, comme dans les années 60 du traditionnel anticonsumérisme, mais plus largement l'ensemble des choix de vie qui avaient défini jusqu'à présent le progrès aux yeux de l'individu coupable.**

Olivier Babeau

Aucun domaine n'est épargné. On pense bien sûr aux comportements écologiques, sources inépuisables d'imprécations, de prescriptions et d'appels à la pénitence. Ce n'est plus seulement l'hyperconsommation que l'on fustige, comme dans les années 60 du traditionnel anticonsumérisme, mais plus largement l'ensemble des choix de vie qui avaient défini jusqu'à présent le progrès aux yeux de l'individu coupable : diversité de vêtements disponibles, eau courante, alimentation abondante, voiture, voyages fréquents, divertissements audiovisuels, etc. On enjoint au citoyen de faire son deuil de tout ce qui était présenté hier comme les marques du confort. Plus radical encore, le néopuritanisme désormais connu sous le nom de *wokisme* entreprend d'expliquer aux gens qu'ils sont des délinquants par la pensée, qu'ils sont des pécheurs contre la vraie foi progressiste, même (et surtout !) s'ils n'en ont pas conscience. De fil en aiguille, plus aucun aspect de notre vie n'échappe au réseau dense des prescriptions tissé par notre bien-être: il s'agit de donner aux gens des leçons sur tous les sujets, allant de l'alimentation à la morale en passant par l'hygiène et le sport. Où vous allez en vacances, votre plat préféré, les blagues qui vous font rire, l'endroit où vous voulez habiter et les gens avec qui vous voulez vivre, et jusqu'à votre désir sexuel: pour tout cela on a un plan pour vous, un interdit à édicter, un reproche à formuler.

La disparition du progrès comme horizon identifiable ne laisse au politique que le bâton, puisqu'il lui a fait perdre la carotte. Comment s'étonner du rejet dont il fait l'objet ? Nuisible quand elle est servile, la politique devient odieuse quand elle se mue en garde-chiourme. D'un élu, les citoyens sont en droit d'attendre, ni un valet ni un maître, mais un responsable, c'est-à-dire quelqu'un qui prend les décisions en leur nom, dans leur intérêt bien compris, et qui rendra compte de ses actions.